

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bilan 2012 de la criminalité dans le Canton de Vaud

Lundi 25 mars 2013, la Police cantonale a présenté le bilan de la criminalité dans le canton de Vaud en 2012. Les infractions au Code pénal ont augmenté de 18,5% par rapport à 2011. La hausse est particulièrement visible dans le domaine des infractions contre le patrimoine (+18 % de vols dont +21,7% de vols par effraction). Les infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants ont connu une augmentation de 17.6%. Ces hausses s'inscrivent dans un phénomène national de péjoration de la situation sécuritaire. Les Polices du canton poursuivent leurs efforts ciblés qui s'articulent en particulier autour de trois axes, la mise en place d'opérations continues contre la vente de drogue en rue, un renforcement de l'occupation du terrain par la Gendarmerie et une sensibilisation du public aux comportements sécuritaires à adopter.

Lundi 25 mars 2013, à l'occasion d'une conférence de presse conjointe tenue au Mont-sur-Lausanne, la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement, Mme la Conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro, le Directeur de la sécurité publique de Lausanne M. Grégoire Junod, le Commandant de la Police cantonale vaudoise, M. Jacques Antenen, le Chef de la police de sûreté, M. Alexandre Girod, le Commandant de la gendarmerie, le Lt-col Olivier Botteron, le Commandant du corps de Police de Lausanne, le col Pierre-Alain Raemy et le Chef de la police judiciaire municipale de Lausanne, Jean-Luc Gremaud ont présenté le bilan 2012 en matière de criminalité dans le canton de Vaud et à Lausanne.

Infractions totales:

On dénombre 100'447 infractions au droit fédéral en 2012 (85'137 infractions 2011). Les infractions au code pénal (CP) sont au nombre de 83'380, alors qu'elles étaient 70'392 en 2011, soit une augmentation de 18,5%. 13'083 infractions (13% du total des infractions) relèvent de la Loi sur les stupéfiants et 3'940 infractions (3.9% du total) ont trait à la Loi sur les étrangers. Pour le CP, les infractions contre le patrimoine représentent 73,7% avec 61'422 infr., celles contre la liberté 17,6% (14'637 infr.) , contre la vie et l'intégrité corporelle 3,8% (3'204 infr.), 0,7% contre l'intégrité sexuelle (612 infr.) et 0,2% contre l'autorité publique (180 infr.). La ville de Lausanne, à l'image de la quasi totalité des villes importantes du pays, connaît une augmentation d'infractions au code pénal, au nombre de 28'168 cette année (24'228 en 2011) soit un accroissement de 16,2%.

Le nombre d'infractions au CP pour 1'000 habitants est de 114,2 en moyenne cantonale (98,7 % en 2011), alors qu'au niveau de la Confédération ce taux est de 78.9‰ (71.1‰/2011). Les autorités cantonales sont préoccupées par le niveau élevé de la criminalité dans le Canton de Vaud.

Les analyses ont relevé deux éléments concomitants qui contribuent significativement à l'augmentation du volume des infractions au code pénal, soit l'accroissement important du nombre de cambriolages, synonymes de plusieurs infractions et le fort taux de récidive d'environ 200 individus issus des pays d'Afrique du nord qui commettent précisément ce type d'actes délictueux.

L'accroissement significatif des prévenus originaires d'Afrique du nord se confirme

L'analyse des statistiques de 2012 confirme la recrudescence d'un phénomène perçu ces quatre dernières années, soit l'augmentation du nombre de prévenus en provenance d'Afrique du nord. L'étude sur 4 ans du nombre d'infractions élucidées, respectivement du nombre de prévenus, indique l'ampleur du phénomène. En 4 ans, le nombre de prévenus issus des pays du nord de l'Afrique a été multiplié par quatre. Entre 2011 et 2012, les prévenus originaires du Nord de l'Afrique ont augmenté de 42% et les infractions commises pour lesquelles ils ont été identifiés ont augmenté de 65%. Cette différence dénote de l'activité prolifique de ces individus qui n'hésitent pas à commettre de nombreux délits. Ils sont principalement actifs dans les vols par effraction dans des véhicules, les habitations durant la journée et les vols à la tire, en particulier en zone urbaine.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Augmentation du nombre de prévenus identifiés

L'analyse des chiffres dégage un accroissement notoire du nombre d'auteurs identifiés. En effet, 8'419 individus ont été identifiés en 2012 contre 8'045 en 2011, soit 374 personnes de plus (+4.6%). Les prélèvements de traces constituent l'une des clés de l'élucidation. Au-delà du travail des policières et policiers du canton, le progrès des techniques d'identification et les budgets alloués ont sensiblement contribué à l'augmentation des élucidations. Tant les progrès techniques qu'organisationnels sont à louer, avec notamment la mise en place de processus systématique pour la prise des mesures signalétiques telles que les photos, empreintes digitales et ADN. L'activité de la police technique et scientifique (ID), les identifications notamment grâce aux traces ADN et aux empreintes digitales ont fortement progressé entre 2009 et 2012 (+ 54%). Depuis le printemps 2012, la police est confrontée à une forte augmentation des détentions provisoires dans ses zones de rétentions, tant à la Police cantonale qu'à la Police Municipale de Lausanne. Faute de place dans les prisons préventives du canton, certains détenus sont gardés dans les locaux de police, non prévus à cet effet, pendant plusieurs jours. Même si des aménagements ont été effectués, ces locaux ne sont pas adaptés à des détentions de longues durées.

Un redéploiement de la Gendarmerie

Face à une délinquance qui augmente et évolue, plus mobile et aux modes opératoires variés, la Police cantonale devait repenser le dispositif sécuritaire mis en place en 1999 dans le canton. La hausse des effectifs est accompagnée de la mise en œuvre de réformes structurelles. Suite à une analyse des phénomènes délictuels, une redistribution des forces a été mise en place. Cette démarche a pour objectif de renforcer la présence sur le terrain, notamment aux heures critiques. La dimension géographique, la population résidente et les interventions qui en découlent ont déterminé le maillage sécuritaire mis en place. Celui-ci s'articule en deux points. Des unités mobiles avec des moyens humains et matériels conséquents qui permettront de mener des actions d'interventions rapides et de surveillances qui agiront en réponse directe aux nouveaux modes opératoires des criminels. Le second volet de cette réorganisation porte sur la lutte contre des phénomènes locaux, avec le renforcement de la proximité et de l'investigation en phase avec les particularismes locaux et les arrondissements judiciaires.

Situation à Lausanne

L'activité délictueuse à Lausanne a connu un pic durant le premier semestre de l'année avant de baisser dans le second. L'analyse menée démontre que la majorité des infractions survient au centre ville. Afin de lutter efficacement contre ces délits tout en augmentant sa visibilité, la police municipale de Lausanne mettra en place dès le 1er avril un dispositif nommé Héraclès, qui permettra d'augmenter significativement l'engagement d'agents à pied au cœur de la ville. Dans ce cadre, un effort particulier sera porté sur la préservation de l'espace public sur les différentes places du centre, Chauderon, Riponne, Saint-François, Gare, Flon, etc.

Durant l'année 2012, la police municipale de Lausanne a fortement augmenté la pression exercée sur le milieu du trafic de drogue, particulièrement sur les dealers de rue, en menant plusieurs opérations d'envergure tout en renforçant les dispositifs existants. L'effort particulier entrepris dans ce domaine a permis de démanteler 16 réseaux de trafiquants et de déférer quelque 200 dealers de rue ainsi que plusieurs centaines de consommateurs. 7'359 infractions dans le domaine des stupéfiants ont été dénoncées, ce qui représente une augmentation de plus de 33% durant les deux dernières années.

Lausanne, le 25 mars 2013

Renseignements :

Jean-Christophe Sauterel, of presse, Police cantonale vaudoise, 021 644 80 22 ou 079 705 29 91

Jean-Philippe Pittet, responsable de la communication de la Police de Lausanne, 021 315 33 55



Bureau d'information
et de communication

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

Communiqué du Conseil d'Etat

Lutte contre le trafic de stupéfiants en rue: le Conseil d'Etat lance une nouvelle opération STRADA

Le Conseil d'Etat, sur préavis du Conseil cantonal de sécurité, a décidé d'allouer des moyens importants pour renforcer la chaîne pénale dans la lutte contre le fléau de la vente de drogue en rue. L'opération, qui sera lancée le 1er juillet 2013, vise à la poursuite continue des trafiquants. La consolidation de la présence de policiers sur le terrain sera complétée notamment par le renforcement des effectifs du Ministère public et du Service pénitentiaire.

Le Conseil d'Etat, après avoir consulté le Conseil cantonal de sécurité, a décidé d'engager des moyens importants afin de lutter contre la vente de drogue en rue, notamment de cocaïne. Pour ce faire, les forces policières cantonales intensifieront leur présence sur tout le territoire du canton, aussi bien à Lausanne que dans les autres villes et régions touchées. Les objectifs sont clairs: endiguer le trafic par un harcèlement soutenu des revendeurs de drogue dans la rue et leur interpellation en flagrant délit de vente, en vue d'aboutir, à une condamnation pénale rapide des auteurs ou à la prise de mesures administratives en application de la loi sur les étrangers.

L'opération de grande envergure, dont le démarrage est prévu dès le 1er juillet 2013 pour une période de deux ans, est calquée sur le modèle de STRADA, lequel a largement fait ses preuves au début des années 2000. Elle passe par un renforcement de l'entier de la chaîne pénale, tant aux niveaux judiciaire, policier que pénitentiaire. Des moyens supplémentaires seront alloués à la Police cantonale. Le Ministère public se verra renforcé de 5 postes dont deux postes de procureurs spécialement dédiés. La mise en oeuvre de la décision implique également un renforcement du personnel du Tribunal des mesures de contrainte, rattaché à l'Ordre judiciaire vaudois, ainsi que du Service pénitentiaire, qui se voit attribuer une consolidation des effectifs administratifs et de l'office d'exécution des peines. Pour rappel, la construction de 80 nouvelles places de détention est prévue à la Croisée pour le mois de juillet de cette année et 80 places supplémentaires seront ouvertes en mars 2014 à la Colonie des EPO. La Ville de Lausanne participera à l'opération en mettant à disposition sa brigade de rue (CELTUS), dont il est prévu qu'elle agisse sur le territoire lausannois uniquement. Elle recevra périodiquement, en fonction des besoins spécifiques, l'appui de la Police cantonale.

Le trafic de cocaïne a nettement augmenté ces dernières années en Suisse et le canton n'est pas épargné. Cette augmentation s'explique par la baisse de prix du produit et sa propagation dans toutes les classes sociales, sans distinction d'âge et de genre. Si la vente de stupéfiant en rue touche en premier lieu, la capitale vaudoise, le phénomène touche désormais de nombreuses villes du canton, à l'image d'Yverdon-les-bains, Bex, Payerne ou Nyon. Depuis peu, une recrudescence du trafic d'héroïne est également observée dans le canton.

L'objectif du Conseil d'Etat et du CCS est ainsi de permettre l'interpellation d'auteurs d'infractions en flagrant délit, avec à la clé des demandes de détention supplémentaires. Un premier bilan intermédiaire de cette nouvelle opération Strada sera par ailleurs effectué.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 25 mars 2013

Renseignements : DSE, Jacqueline de Quattro, conseillère d'Etat, 021 316 45 14 et DINT, Béatrice Métraux, conseillère d'Etat, 021 316 41 51

Synthèse de la criminalité en 2012

Depuis 2009, la statistique de la criminalité est marquée par le passage à la Statistique policière de la criminalité (SPC) fédérale. La comparaison systématique avec les statistiques de la criminalité des années précédentes n'est possible que depuis cette date.

Infractions totales :

On dénombre 100'447 infractions au droit fédéral durant l'année 2012 (85'137 infractions 2011), dont 83'380 pour le Code pénal soit 83% (70'392 en 2011), ce qui représente une augmentation de 18% par rapport à 2011; 13'083 pour la Loi sur les stupéfiants soit +17% (11'126 en 2011) et 3'940 pour la Loi sur les étrangers soit +9% (3'586 en 2011). Pour le CP, les infractions contre le patrimoine représentent le 73.7% avec 61'422 infr. (52'226 infr. en 2011), celles contre la liberté 17,6% avec 14'637 infr. (11'972 infr. en 2011), 3'204 infr. contre la vie et l'intégrité corporelle, soit 3,8% (2'952 infr. en 2011), 612 infr. soit 0,7% contre l'intégrité sexuelle (540 infr. en 2011) et 180 infr. (0,2%) contre l'autorité publique (108 infr. en 2011).

Infractions selon la répartition géographique :

Le nombre d'infractions au CP pour 1'000 habitants dans le canton de Vaud est de 114.9‰ (98,7 en 2011) en moyenne cantonale considérant que la population de référence est de 725'944 habitants (713'281 en 2011). Le district de Lausanne est en tête avec un taux de 197.4‰ (171,2 en 2011 soit +17%), suivi par la Riviera-Pays-d'Enhaut 114.8‰ (90.8 en 2011 soit +28%) puis l'Ouest lausannois 110.4‰ (102.4 en 2011, soit +10%) et, en fin de classement nous trouvons le Gros-de-Vaud avec 54‰ (52.2 en 2011 soit +7%). En ce qui concerne les communes, nous avons Lausanne avec 217.7infr./1'000 habitants (189,5 en 2011 soit +16%), Montreux 145.8‰ (+34%), Vevey 172.2‰ (+20%), Morges 135,9‰ (+19%), Payerne 129,8‰ (+13%), Crissier 163.3‰ (+8%), Nyon 161.4‰ (+9%), Villeneuve 137.0‰ (-5%), Yverdon-les-Bains avec 127‰ (+4%) et. Au niveau de la Confédération ce taux est de 78.9‰ (71,1 en 2011).

Infractions violentes :

Par infraction violente, on entend toutes les infractions comprenant l'exercice ou la menace d'une violence contre une personne. Les violences graves exercées ont diminué de -16% et représentent 92 infr. soit 1,5% sur l'ensemble des violences (en 2011: 2,1% avec 109 infr.), les violences exercées d'intensité moyenne 67,4% avec 4'005 infr. (64,2% avec 3'569 infr. en 2011) et les menaces de violence d'intensité moyenne 31% avec 1841 infr. (28,7% avec 1'483 infr. en 2011).

6 auteurs de violence grave exercée ont moins de 18 ans soit 7,6% des cas (14,7% en 2011) et ils sont 24 à avoir moins de 24 ans soit 30.3% (42,1% en 2011). 12.4% des auteurs de violence exercée d'intensité moyenne sont des mineurs, soit 332 individus (13,3% en 2011) et 917 sont âgés de 24 ans et moins, soit 34.3% (36,1% en 2011).

Violences domestiques :

Par violences domestiques, on entend l'exercice ou la menace d'une violence dans un couple ayant une relation actuelle ou passée qu'ils soient mariés ou non, entre parent et enfant ou entre personnes ayant d'autres liens de parenté. Les infractions liées à la violence domestique sont au nombre de 2'589 soit +19% (2'183 en 2011) et se répartissent de la manière suivante : 4 homicides (2 en 2011), 796 voies de fait soit une augmentation de 3% (772 en 2011), 671 injures soit +22% (552 en 2011), 692 menaces soit +31% (527 en 2011) et 186 lésions corporelles simples soit +19% (156 en 2011).

Infractions contre le patrimoine :

Dans le domaine des infractions contre le patrimoine, on trouve principalement des vols, 34'391 infr. soit 56% (55,8% avec 29'141 infr. en 2011), puis des dommages à la propriété lors de vols 15'124 infr. soit 24,6% (21,5% avec 11'206 infr. en 2011), des dommages à la propriété 5935 infr. soit 9,7% (11,9% avec 6'212 infr. en 2011), des vols de véhicules 3013 infr., soit 4.9% (6,3% avec 3'312 infr. en 2011) et des brigandages 731 infr. soit 1.2% (1,1% avec 589 infr. en 2011).

Les brigandages (731 en 2012 et 589 en 2011) sont principalement commis en faisant usage de la violence physique dans 65.9% des cas (482), avec une arme coupante ou tranchante dans 12.7% des cas (93) et 5,2% soit 38 avec une arme à feu dans (9,2% soit 54 infr. en 2011).

Vol :

Parmi l'ensemble des vols, sans les vols de véhicules, soit 34'391 infr. (29'141 infr. en 2011), les vols par effraction et par introduction clandestine, représentent 36.3% avec 12'500 infr. (35,2% avec 10'269 infr. en 2011), les vols par effraction dans les véhicules 6'251 infr. soit 18,2% (14,5% avec 4'217 infr. en 2011), les vols à l'étalage, 5,9% avec 2037 infr. (11,6% avec 3'394 infr. en 2011), les vols à la tire 3'843 infr. soit 11.2% (8,7% avec 2'543 infr. en 2011) et les vols à l'astuce 802 infr. soit 2,3% (2,0% avec 597 infr. en 2011).

Les vols par effraction sont principalement commis dans les immeubles locatifs (appartements et caves) avec 4'312 infr. soit 34.5% (35,1% avec 3'609 infr. en 2011). Ceux dans les villas représentent le 19.2% avec 2453 infr. (14,2% avec 1'455 en 2011).

Vols de véhicules :

Le nombre total de vols de véhicules s'élève à 3'013 (3'312 en 2011) dont 470 motos, 269 automobiles et 159 mobylettes.

Loi sur les stupéfiants :

Les infractions à la Loi sur les stupéfiants se montent à 13'083 (11'126 en 2011) dont 5'910 pour consommation (45.2%), 6'528 pour possession ou saisie (49.9%) et 554 pour trafic (4,2%). Le canton de Vaud totalise 9 décès dus à la drogue, tous des hommes.

Les saisies de produits stupéfiants se répartissent de la manière suivante : 42 kg de cannabis/marijuana, 527 plants de chanvre, 4,4 kg de haschisch, 13 kg de cocaïne, 5 kg d'héroïne et 5,8 kg de champignons hallucinogènes.

Loi sur les étrangers :

Les 3'940 infractions à la Loi sur les étrangers (3'586 en 2011) se répartissent entre les entrées, séjours, sorties illégaux pour 65.4% (2'578 infr.), activité lucrative ou occupation illégales 17.4% (685 infr.) et facilitation dans le cas d'entrée/séjour/sortie illégale pour 2.5% (97 infr.).

Auteurs d'infractions :

En 2012, la police a dénoncé 8'419 personnes pour infractions au CP (8'045 en 2011), dont 1208 mineurs soit 14,3% (1'127 en 2011). Les ressortissants suisses représentent le 38%, les étrangers résidant 25 %, les requérants d'asile 7 % et les autres étrangers 29%.

En ce qui concerne la LStup, 4'451 personnes ont été dénoncées (4'028 en 2011), dont 579 mineurs (14,4%) (473 en 2011)

Les ressortissants suisses représentent le 47%, les étrangers résidants 17%, les requérants d'asile 11% et les autres étrangers 25%.

Pour les infractions à la Loi sur les étrangers, 1'870 personnes dénoncées (1'677 en 2011) dont 35 mineurs (1.9 %). Les ressortissants suisses représentent le 4%, les étrangers résidents 8%, les requérants d'asile 9% et les autres étrangers 79%.

En moyenne, il y a eu :

Un homicide meurtre, assassinat tous les 2,4 mois (sans les tentatives)

Une lésion corporelle grave tous les 12,5 jours*

Une lésion corporelle simple toutes les 8,4 heures*

Une voie de fait toutes les 4,5 heures*

Un brigandage toutes les 12 heures*

Un cambriolage** toutes les 42 minutes*

Une infraction toutes les 5 minutes*

* y compris les tentatives

** vol par effraction ou vol par introduction clandestine

Police cantonale vaudoise, le 25 mars 2013

Conférence de presse Bilan de la criminalité 2012

Lausanne-Blécherette,
lundi 25 mars 2013

Intervenants

Mme Jacqueline de Quattro
*Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement (DSE)
Présidente du Conseil cantonal de sécurité (CCS)*

Mme Béatrice Métraux
Cheffe du Département de l'intérieur (DINT)

M. Grégoire Junod
Directeur du logement et de la sécurité publique de Lausanne et membre du CCS

M. Jacques Antenen
Commandant de la Police cantonale vaudoise

Col Pierre-Alain Raemy
Commandant du Corps de police de Lausanne

Lieutenant-colonel Olivier Botteron
Commandant de la Gendarmerie

M. Alexandre Girod
Chef de la Police de sûreté

Capitaine Jean-Luc Gremaud,
Chef de la Police judiciaire municipale

M. Jean-Daniel Carrard
Municipal de police, incendie-secours et sports à Yverdon-les-Bains et membre du CCS

M. Jean-Christophe De Mestral
Municipal sécurité publique et police à Aubonne et membre du CCS

Commissaire Jean-Christophe Sauterel
Chef de la direction prévention et communication de la Police cantonale vaudoise

Mme Jacqueline de Quattro

Cheffe du Département de la sécurité
et de l'environnement (DSE)
Présidente du Conseil cantonal de sécurité
(CCS)

M. Jacques Antenen

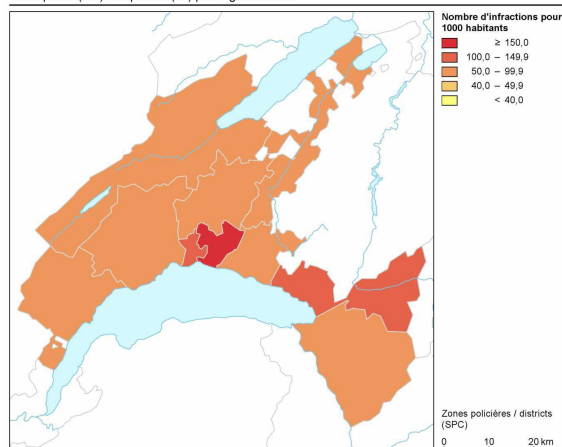
Commandant de la
Police cantonale vaudoise

100'447 infractions au droit fédéral dont
82,7% pour le code pénal (85'137 en 2011)

- 83'380 pour le Code pénal **(+18%)**
(70'392 en 2011)
- 13'083 pour la Loi sur les stupéfiants **(+18%)**
(11'126 en 2011)
- 3'940 pour la Loi sur les étrangers soit **(+10%)**
(3'586 en 2011)

Nombre d'infractions pour 1'000 habitants

Code pénal (CP): fréquence (%) par région/district



VD : 114,9
CH : 78,9

État de la base de données: 11.2.2013

Source: PKS (2012), Statpop (2011)

© OFS, ThemaKart - Neuchâtel 2013

Fréquence et évolution par Canton/Ville

Cantons	Fréquence 2011	Fréquence 2012	Différence
Fribourg	51	66.8	+34%
Genève (sans la ville de Genève)	118.9	116.4	-1%
Jura	52.7	61.9	+18%
Neuchâtel	85.2	96	+13%
Valais	49	57.9	+20%
Vaud (sans Lausanne)	78.9	92.6	+20%
Zürich(sans Zürich ni Winterthour)	51.2	53.8	+7%

Fréquence et évolution par Canton/Ville

Villes	Fréquence 2011	Fréquence 2012	Différence
Bâle	119.2	145.2	+23%
Berne	172	180.2	+6%
Genève	217	184.5	-15%
Lausanne	189.5	217.7	+16%
Zürich	138.9	159.4	+16%

MESURES IMMEDIATES

- Opérations intercantionales
- Opérations internationales
- Création de la Direction du renseignement opérationnel
- CICOP: amélioration de la coopération de l'analyse des phénomènes sériels au niveau intercantonal
- Renforcer une présence de proximité sous l'égide du concept « police-population »
- Renforcer la prévention au niveau cantonal avec les communes et intercantonal votrepolice.ch
« **Aidez-vous la Police vous aidera** »

MESURES A LONG TERME

- Interdictions de périmètre et assignations à résidence pour les prévenus étrangers (LEtr) : donner cette compétence à la police
(actuellement Justice de paix)
- Durcissement des sanctions afin d'obtenir un effet dissuasif sur les délinquants

Commissaire Jean-Christophe Sauterel

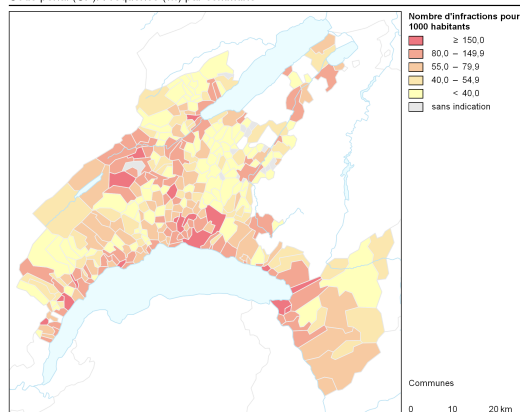
Chef de la direction prévention et communication
de la Police cantonale vaudoise

Nombre d'infractions pour 1'000 habitants

VD (avec Lausanne) : 114,9

Lausanne : 217,7 + 16%
Vevey : 172,2 + 20%
Crissier : 163,3 + 8%
Nyon : 161,4 + 9%
Montreux : 145,8 + 34%
Villeneuve : 137,0 - 5%
Morges : 135,9 + 19%
Payerne : 129,8 + 13%
Yverdon : 127,0 + 4%
Prilly : 115,8 + 2%
Aigle : 115,3 + 30%
Renens : 113,2 + 7%
Gland : 109 + 32%
Moudon : 107,6 - 7%
Pully : 99,9 + 18%
Orbe : 94,9 + 49%
Echallens : 55,7 = 0%

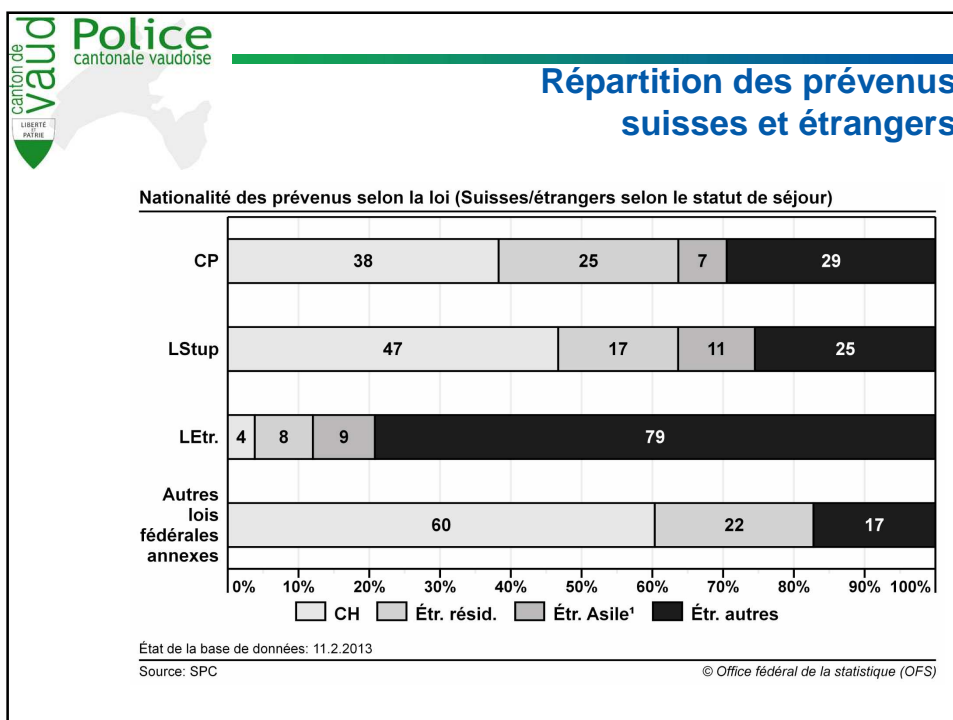
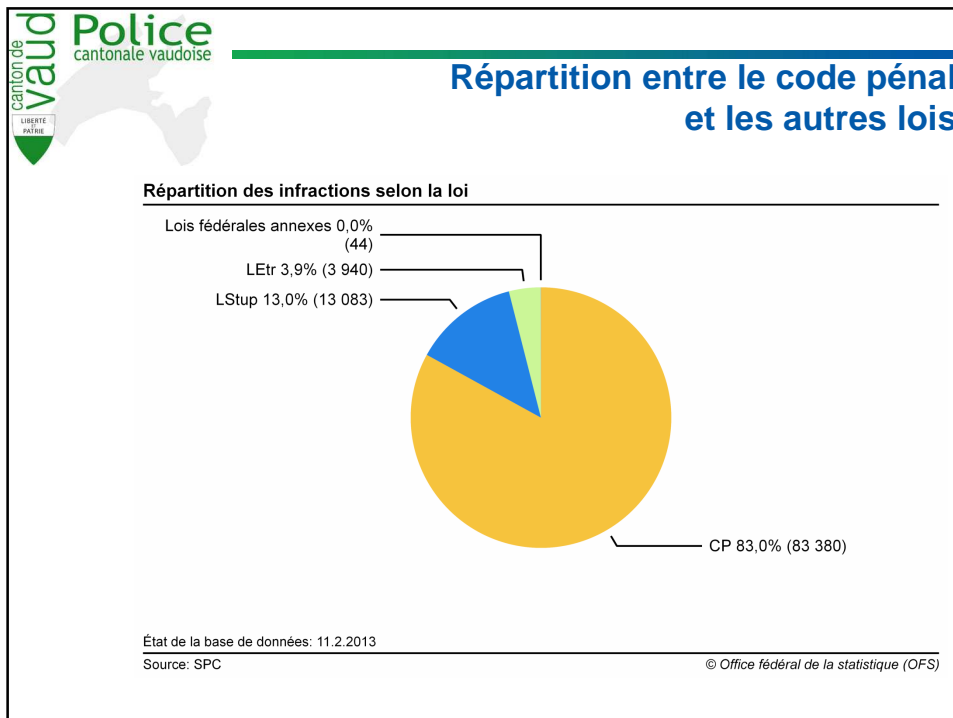
Code pénal (CP) : Fréquence (%) par commune

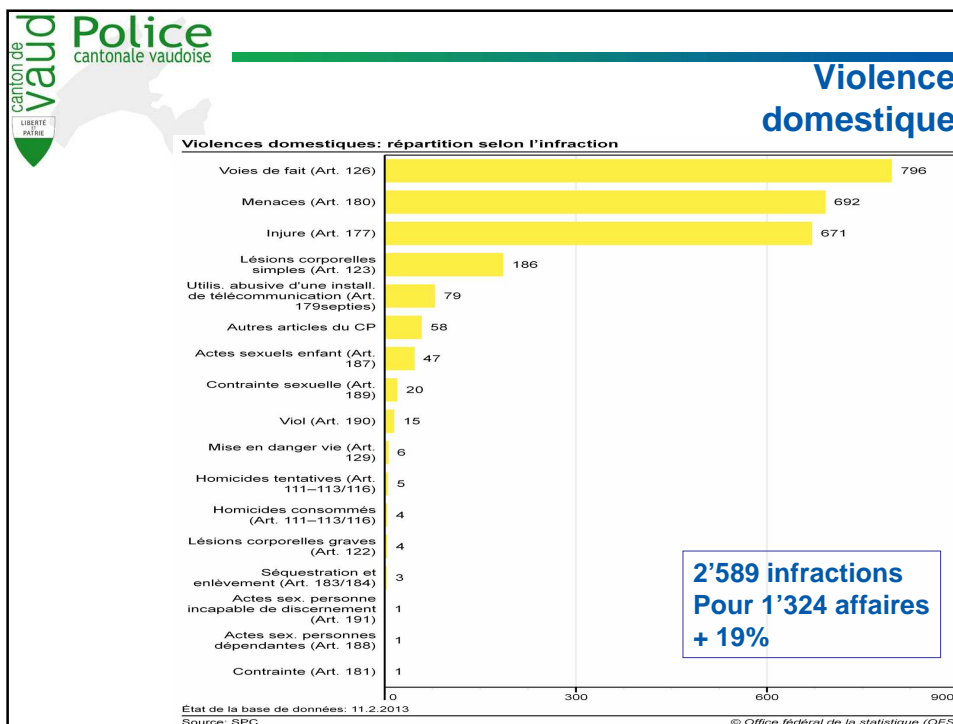
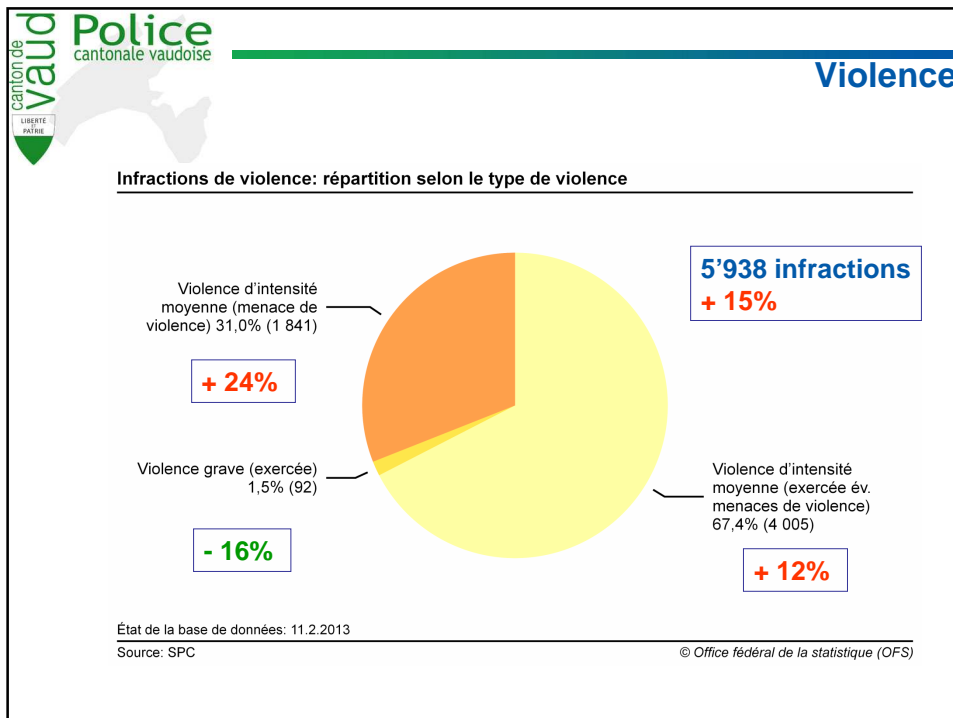


Etat de la base de données: 11.2.2013

Source: SPC (2012), STATPOP (2011)

© OFS, ThemaKart - Neuchâtel 2013

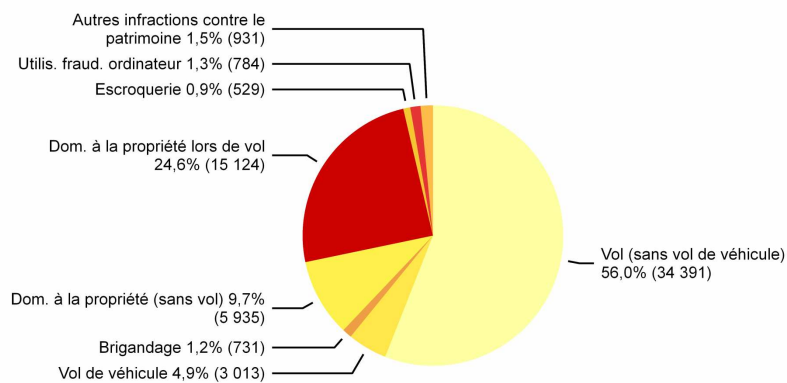




Vols et violence

**61'438 infractions
+ 18%**

Infractions contre le patrimoine: répartition selon l'infraction



État de la base de données: 11.2.2013

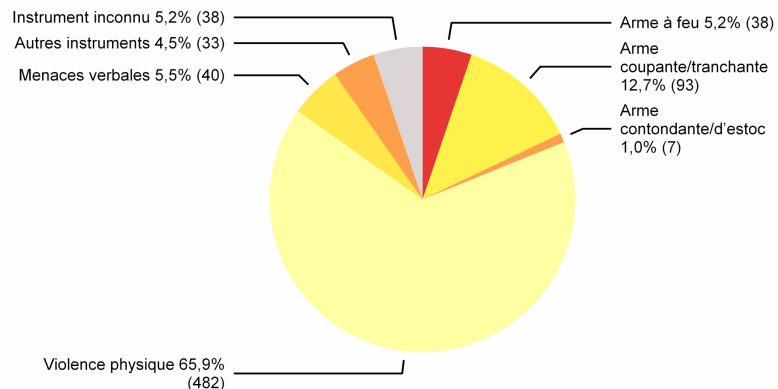
Source: SPC

© Office fédéral de la statistique (OFS)

Vols et violence

**731 infractions
+ 24%**

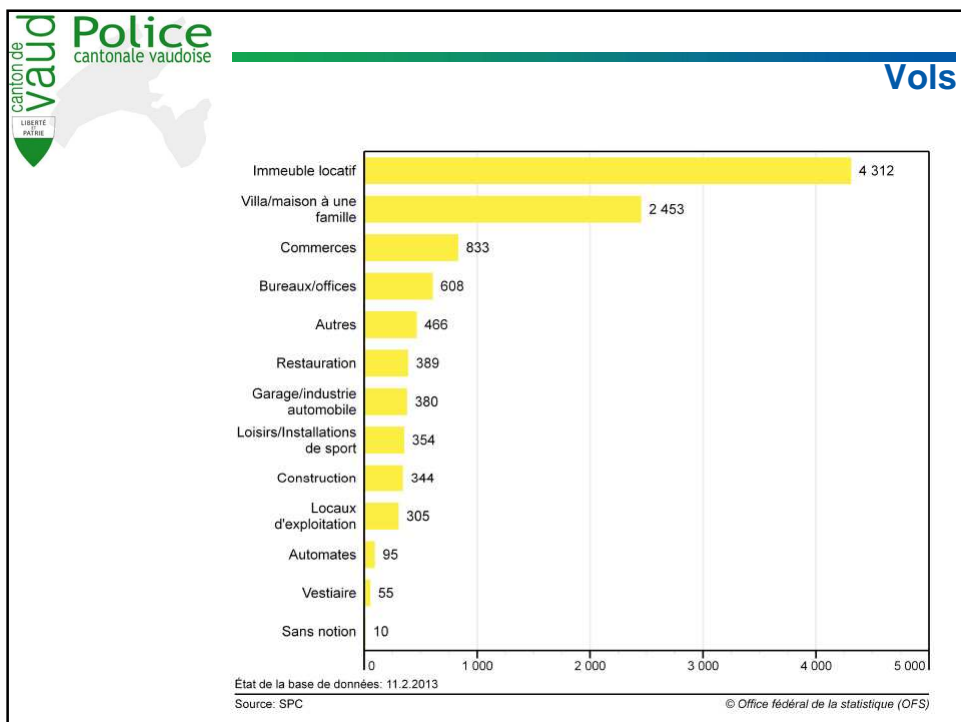
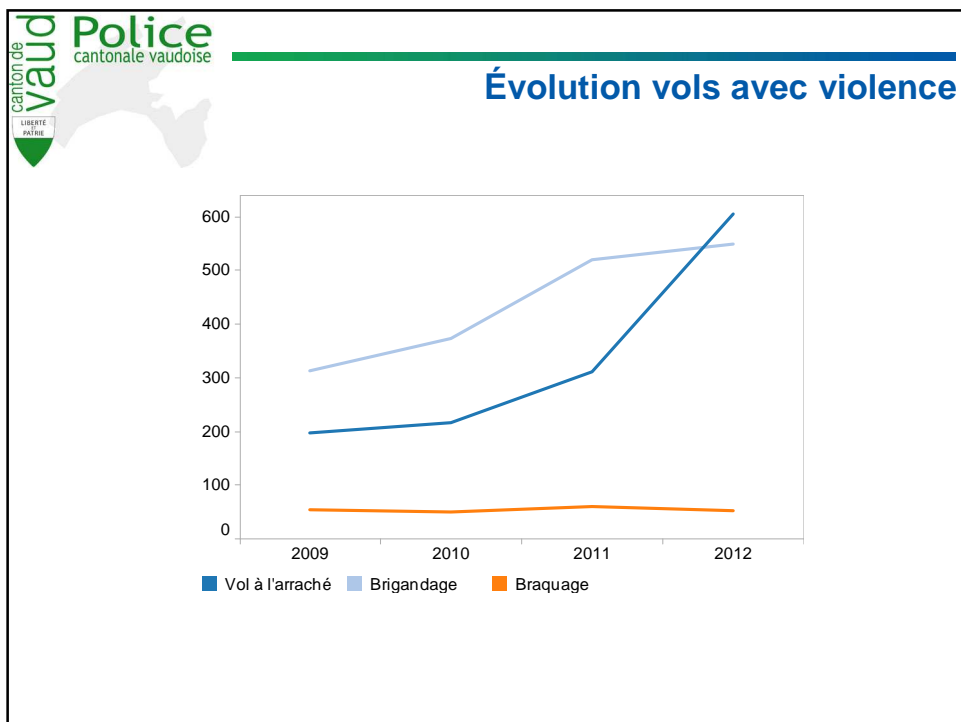
Brigandage selon l'instrument

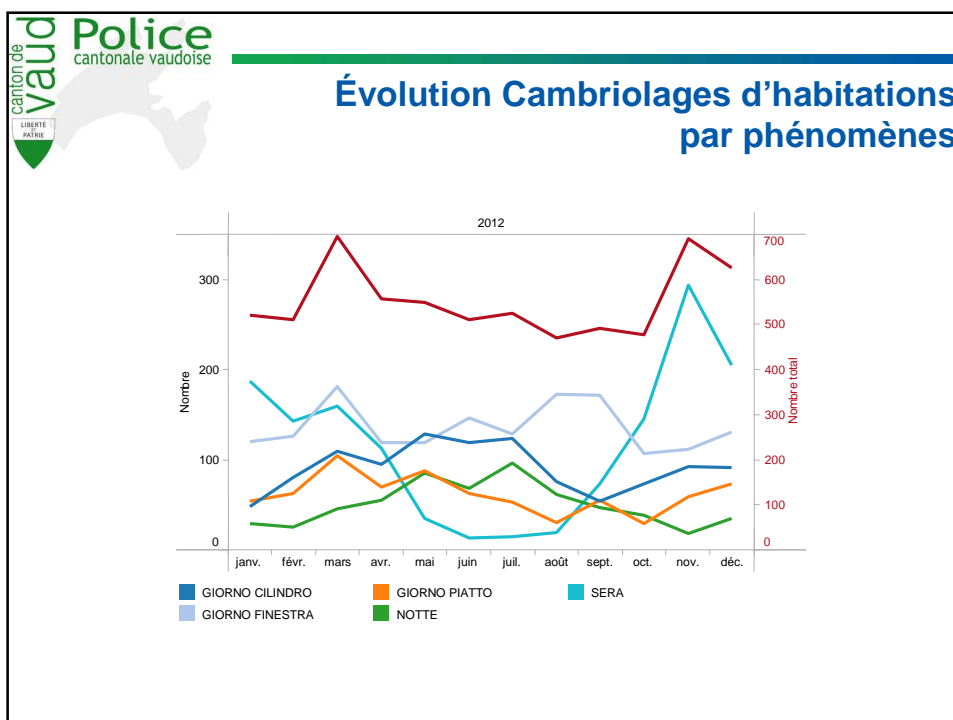
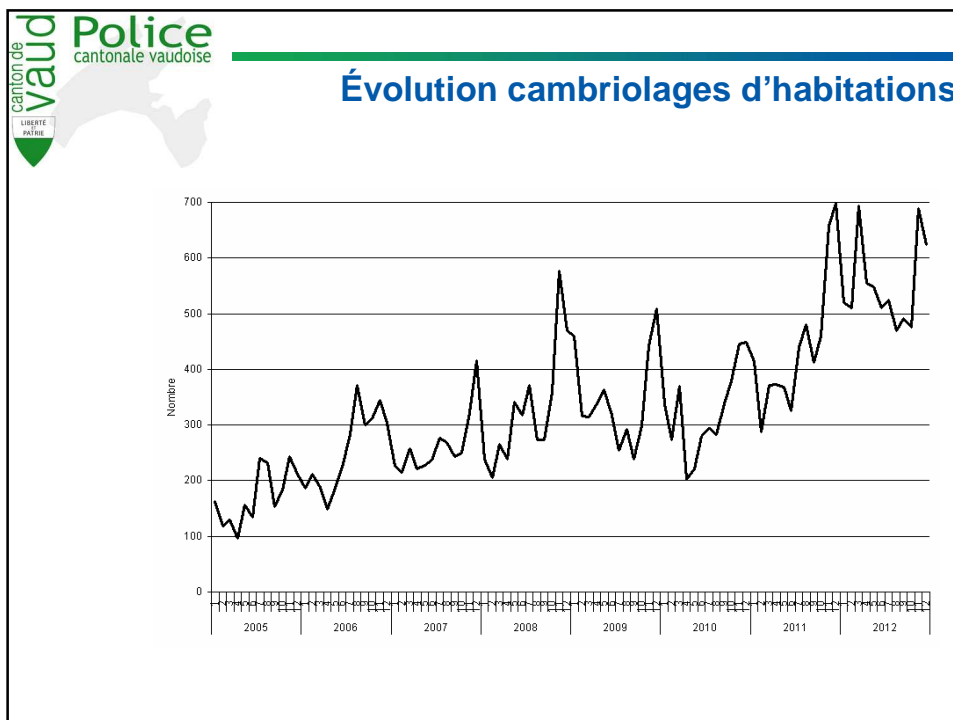


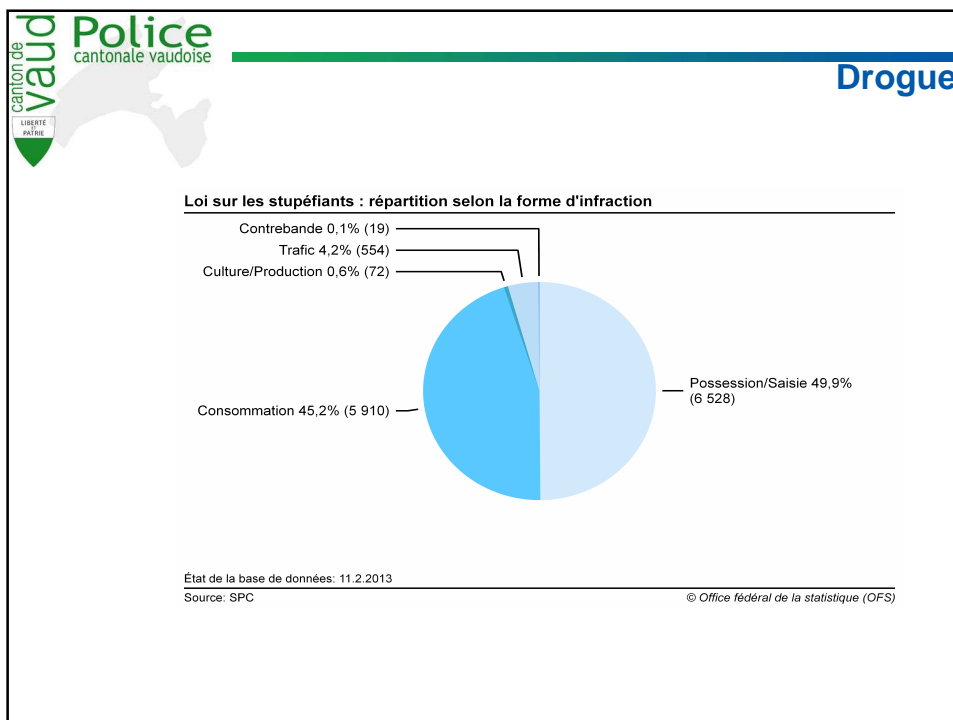
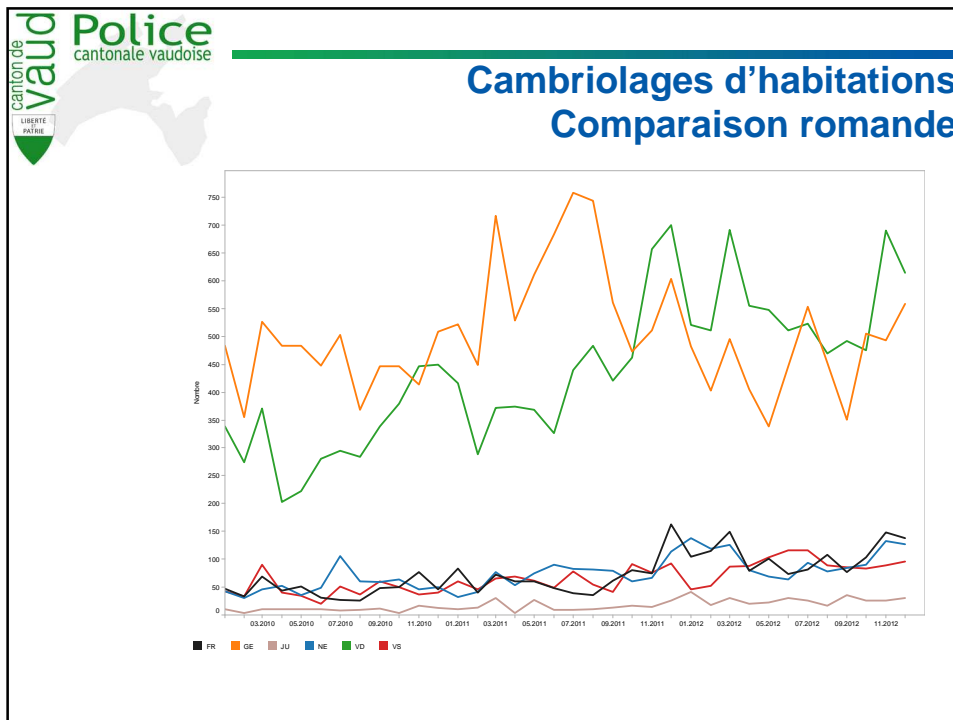
État de la base de données: 11.2.2013

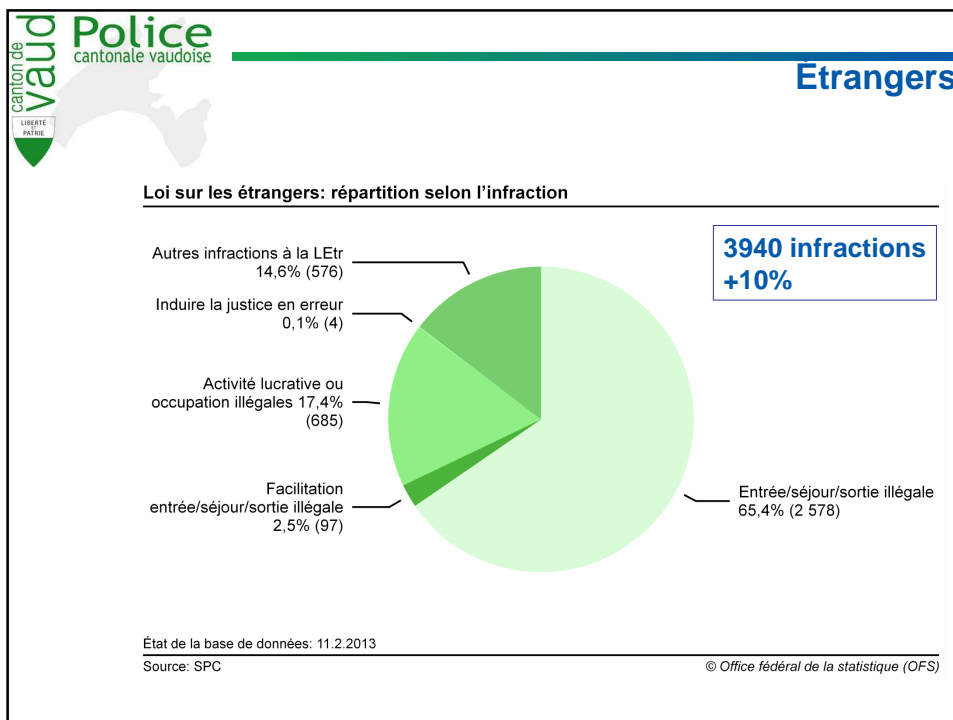
Source: SPC

© Office fédéral de la statistique (OFS)









canton de vaud **Police** cantonale vaudoise

Police Municipale de Lausanne

Monsieur Grégoire Junod

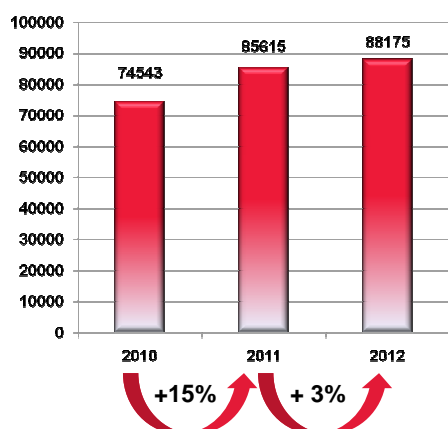
*Directeur du logement et de la sécurité publique
et membre du CCS*

Colonel Pierre-Alain Raemy

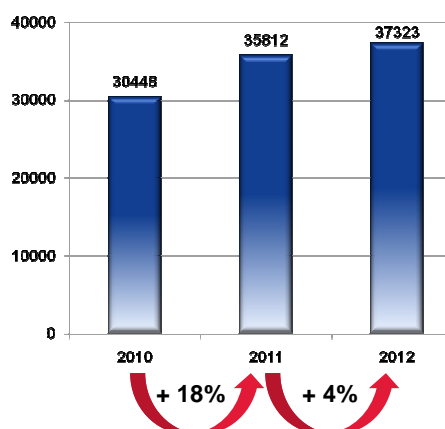
Commandant du Corps de police de Lausanne

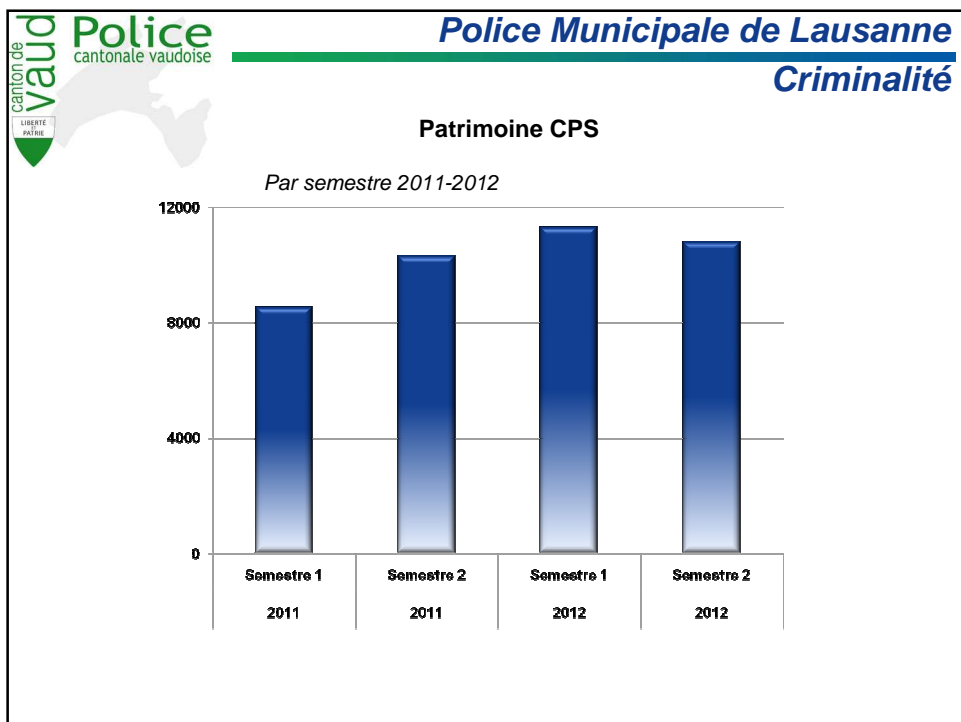
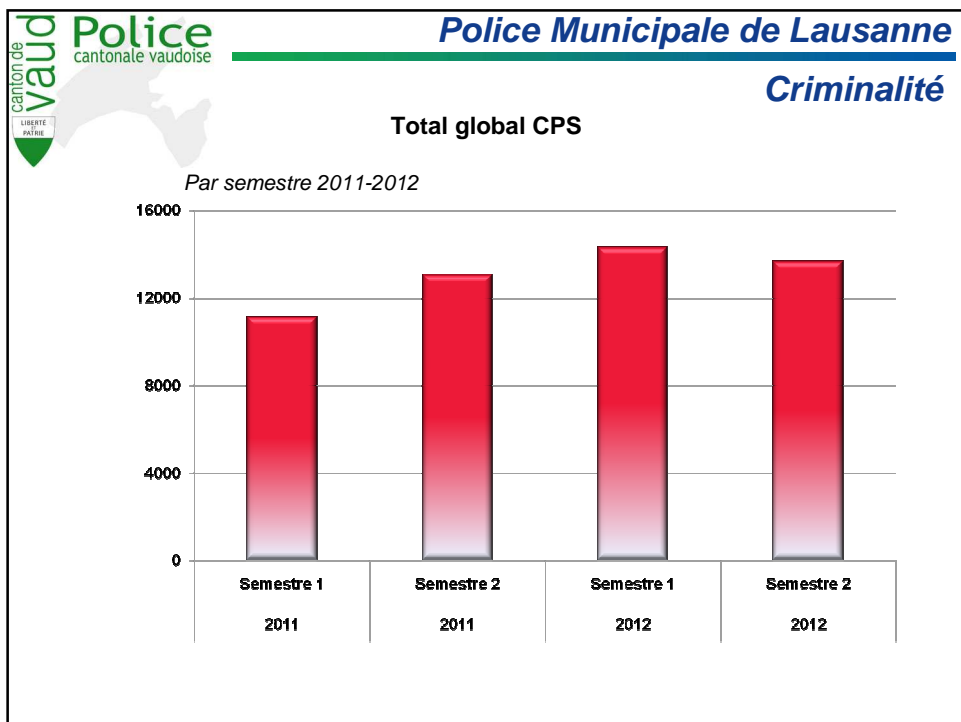
Activité générale

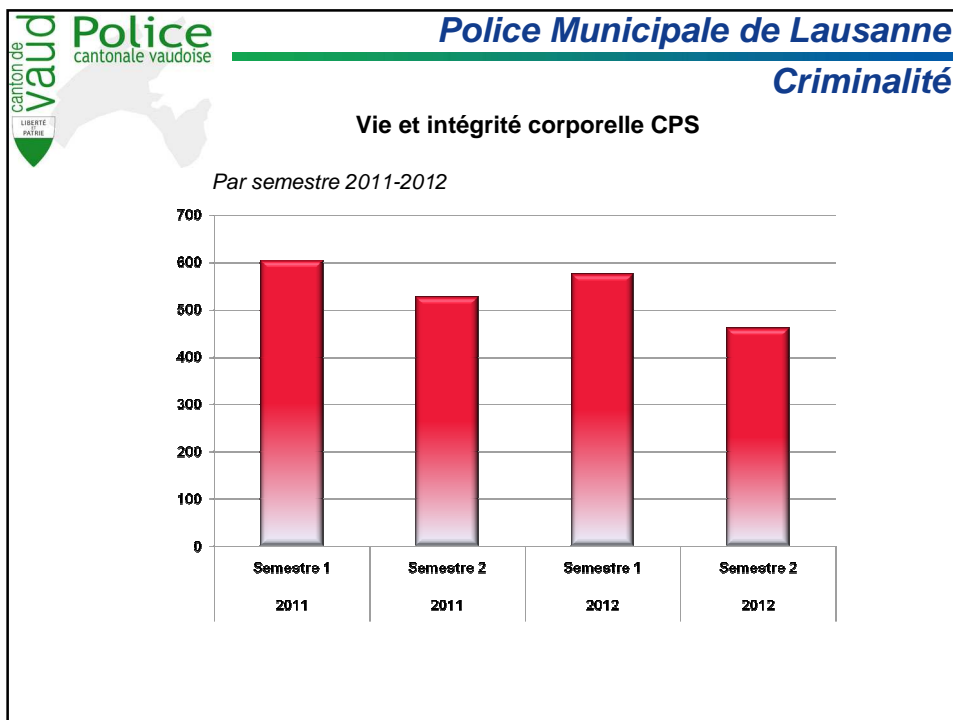
Centrale d'Alarmes et d'Engagement



Interventions Police-secours







Police Municipale de Lausanne
Deux mesures fortes

1. Héracles: trois dispositifs pour renforcer la présence policière en rue

- **Visibilité en ville**
Présence pédestre visible et dissuasive au centre-ville, de jour comme de nuit
- **Répression du deal et criminalité de rue**
Actions répressives, de jour comme de nuit, dans le domaine du deal et de la criminalité
- **Nuits lausannoises**
Pacification des nuits lausannoises

2. Renforcement des effectifs

- **Engagement de 60 policiers supplémentaires** (dont 30 déjà en formation à l'Académie de police, volée 2013)
- **Engagements de 12 ATS pour l'automne 2013**

Lieutenant-colonel Olivier Botteron

Commandant de la Gendarmerie

Constat

- Une délinquance multiple, mobile, aux modes opératoires variés et parfois brutaux.
- Repenser le dispositif sécuritaire mis en place en 1999 sur le canton.
- La dimension géographique, la population résidente et les interventions qui en découlent, ont déterminé le maillage sécuritaire à mettre en place.

- Garantir un niveau de sécurité élevé et adapté
- La qualité des prestations au profit de la population
- L'adéquation avec l'évolution de la criminalité
- Des réponses rapides, professionnelles, de qualité
- Une visibilité proportionnée
- La résolution des problèmes constatés (petits et grands)
- Une attente permanente dans le domaine de la prévention
- Une police qui rassure (proximité et fermeté)

Proximité et investigation judiciaire

=

Gendarmerie territoriale

- Organisation territoriale en phase avec les arrondissements pénaux et les districts.
- Réorganisation des horaires de travail et des circonscriptions pour une meilleure prise en charge des phénomènes locaux et régionaux.
- Présence renforcée en uniforme et en civil (y.c. dans les villes avec polices communales).

Intervention d'urgence et surveillance sur l'ensemble du canton

=

Gendarmerie mobile

- Surveillance accrue du territoire à l'échelon cantonal et non plus selon 4 régions Gendarmerie.
- Réorganisation des horaires et des rythmes de travail et réallocation des ressources pour une présence adaptée aux besoins (**doublément des forces à partir de 16:00**).
- Visibilité renforcée par des nouvelles zones de patrouille.

Appui opérationnel et actions ciblées contre la criminalité

=

Force légère d'appui Gendarmerie

- Projection sur tout le territoire cantonal pour un appui aux opérations de terrain dans les domaines de l'ordre public, du judiciaire et de la circulation.

Soutien transversal et missions particulières

=

Unités spécialisées

(Circulation, DARD, Brigade canine, Brigade du Lac, Zone carcérale, GSD)

- Intervention dans leurs domaines de compétence propres et/ou en soutien aux autres entités, y compris les polices communales.

La Gendarmerie doit et devra toujours s'adapter aux évolutions de la société

La nouvelle organisation va permettre :

- Une stratégie de développement en adéquation avec un environnement qui évolue rapidement.
- Une sécurité qui englobe plusieurs dimensions, réactivité, proximité, prévention, répression.
- La coopération par le partenariat dans une logique de réseaux.

M. Alexandre Girod

Chef de la police de sûreté

Augmentation du nombre de mineurs déférés (6.2%)

Auteurs

un auteur sur 7 est mineur

Auteurs ≤ 16 ans

en augmentation (10 %) : cons. de stupéfiants, vols simples, lésions corporelles simples, brigandages

en diminution : dommages à la propriété, voies de faits, incendies intentionnels

Auteurs 16 - 18 ans

en augmentation (7 %) : vols à l'étalage, cons. et trafic de stupéfiants, dommages à la propriété, vols simples, lésions corporelles simples, brigandages, incendies intentionnels, vols à l'arraché

en diminution : extorsion et chantage

Stabilité

- Dénonciations consommations 2011 : 5'359 (+ 3%)
- Dénonciations trafics 2011 : 538 (+ 3%)

Saisies

- Cannabis / marijuana : 46,6 kg
- Cocaïne : 17,1 kg
- Héroïne : 7,7 kg
- Chanvre (culture indigène) : 9369 plants

Constat

L'organisation de la vente s'effectue toujours par petite quantité en rue, dans les appartements et les transports publics

Stupéfiants 2012

Augmentation

- Dénonciations consommations 2012 : 5'910 (+ 10%)
- Dénonciations trafics 2012 : 554 (+ 3%)

Saisies

- Cannabis / marijuana : 42,0 kg
- Cocaïne : 13.1 kg
- Héroïne : 5.0 kg
- Chanvre (culture indigène) : 31'071 plants
- Meth/amphétamines 7273 pces

Constat

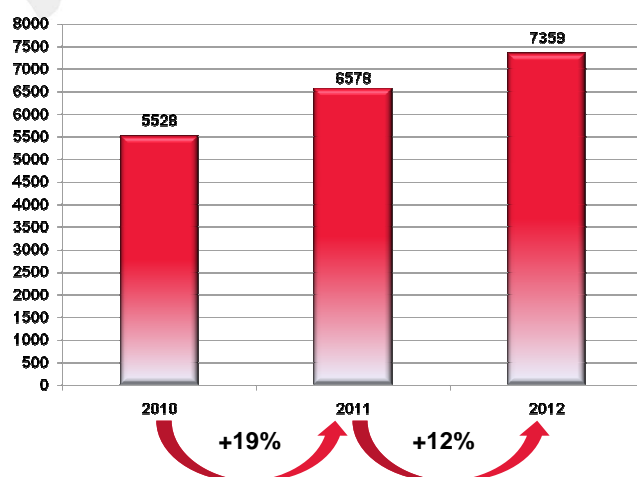
L'usage des drogues de synthèse (amphétamines) semble en hausse dans notre canton.

Financement du trafic de stupéfiant

- Enquêtes financières en relation avec les Agences de Transferts de Fonds (ATF)
- Envois en Afrique de **CHF 2'200'000.-** entre 2009 et 2012 **dont 1'600'000.-** provenant du trafic de stupéfiants
- Des montants envoyés se situant entre CHF 500.- et CHF 5'000.-
- 20 % des expéditeurs ont pu être identifiés, alors que les destinataires à l'étranger ne sont pas identifiables

Capitaine Jean-Luc Gremaud

Chef de la Police judiciaire municipale



Mme Jacqueline de Quattro

Cheffe du Département de la sécurité et de
l'environnement (DSE)
Présidente du Conseil cantonal de sécurité
(CCS)

- Lancement de l'opération **STRADA**
sur décision du CE du 20.03.2013
 - engager des moyens importants afin de lutter contre
la vente de drogue en rue, notamment de cocaïne
 - présence sur tout le territoire du canton (à Lausanne,
dans les autres villes et régions touchées)
 - un renforcement de l'entier de la chaîne pénale
 - dès le 1er juillet 2013 pour une période de deux ans

- Les objectifs :
 - casser le trafic par un harcèlement soutenu des revendeurs de drogue dans la rue
 - les interpellier en flagrant délit de vente
 - les remettre à la Justice en vue de leur condamnation

Mme Béatrice Métraux

Cheffe du Département de l'intérieur (DINT)

- Les objectifs :
 - L'arrivée de deux procureurs expérimentés et entièrement dédiés à l'opération Strada permettra des procédures accélérées dans les limites du cadre légal

- Renforcement :
 - du Ministère public : 5 postes dont deux postes de procureurs spécialement dédiés
 - du personnel du Tribunal des mesures de contrainte, rattaché à l'Ordre judiciaire vaudois
 - du Service pénitentiaire : consolidation des effectifs administratifs et de l'office d'exécution des peines

- Les moyens :
 - construction prévue de 80 nouvelles places de détention à La Croisée en juillet 2013
 - construction de 80 places supplémentaires pour mars 2014 à la Colonie des EPO

Monsieur Grégoire Junod

*Directeur du logement et de la sécurité publique
et membre du CCS*

- La Ville de Lausanne participera à l'opération en mettant à disposition sa brigade de rue (CELTUS) : qui n'agira que sur le territoire lausannois
- En fonction des besoins spécifiques : appui de la Police cantonale

M. Jean-Christophe De Mestral

*Municipal sécurité publique et police à Aubonne
et membre du CCS*

Monsieur Jean-Daniel Carrard

*Municipal de police, incendie-secours et sports
à Yverdon-les-Bains
et membre du CCS*

- La vente de stupéfiant en rue touche en premier lieu la capitale vaudoise
- Le phénomène touche désormais de nombreuses villes du canton, à l'image d'Yverdon-les-bains, Bex, Payerne ou Nyon.

Questions ?